



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas
relative à la modification de l'aire
de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP)
de la commune de Anse (69)**

Décision n° 2017-ARA-DUPP-592

DÉCISION du 11 janvier 2018
après examen au cas par cas
en application de l'article R122-18 du code de l'environnement

La mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L.122-5, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision prise par la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes dans sa réunion du 14 mars 2017 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 sus-cité ;

Vu la demande enregistrée sous le n°2017-ARA-DUPP-00592, déposée par Monsieur le Maire de Anse le 15 novembre 2017, relative à la modification de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine de sa commune ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires du Rhône du 13 décembre 2017 et celle de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Rhône du 15 décembre 2017 ;

L'agence régionale de santé ayant été consultée en date du 17 novembre 2017 ;

Considérant que le projet de modification proposé :

- consiste à ajuster la zone « cours et jardins d'intérêt patrimonial » de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) de la commune, concernant une annexe en fond de cour non recensée lors de l'élaboration de l'AVAP ;
- fait l'objet d'un accompagnement de l'unité départementale de l'architecture (UDAP) et du patrimoine du Rhône et vise à réduire d'environ 185 m² le tracé de ladite zone pour participer à la mise aux normes d'une école élémentaire ;
- ne remet pas en cause la vocation de cour de la parcelle concernée et demeure fidèle à la philosophie de l'AVAP ;

Considérant que cette modification ne présente pas d'incidence notable sur le patrimoine naturel ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet de modification de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine de la commune de Anse n'est pas de nature à justifier la réalisation d'une évaluation environnementale ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, le projet de **modification mineure de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine de la commune de Anse**, objet de la demande n°2017-ARA-DUPP-00592, **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision ne dispense pas des autorisations, procédures, dispositions législatives et réglementaires et avis auxquels cette procédure peut être soumise par ailleurs.

Article 3

En application de l'article R122-18 du code de l'environnement, la présente décision sera mise en ligne et jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Pour la mission régionale d'autorité environnementale
Auvergne-Rhône-Alpes,
par délégation



Pascale HUMBERT

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

La décision soumettant à évaluation environnementale peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
siège de Clermont-Ferrand
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

- Recours contentieux

Monsieur le Président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand
6 cours Sablon
CS 90129
63033 Clermont-Ferrand cedex 1